

Introduire de nouveaux objectifs au sein d'une organisation coordonnée

Réactions de Miguel Portas concernant le rapport de Pervenche Berès sur la crise financière économique et sociale.

Miguel Portas

Député européen portugais, Bloco de Esquerda, groupe GUE-NGL, vice-président de la Commission spéciale sur la crise financière, économique et sociale.

Comment le groupe GUE/NGL apprécie-t-il le rapport de Pervenche Berès sur la crise financière économique et sociale, notamment son analyse des causes ? Quels sont les enjeux de ce rapport ?

En fait, il existe deux rapports Berès. Le premier correspond à des analyses formulées au cours des audiences ; elles se caractérisent par une pluralité de points de vue et l'absence d'une pensée dominante et orthodoxe. La responsabilité du capitalisme financier et du pouvoir politique y a été clairement mise en avant. Nous ne retrouvons pas les mêmes éléments dans la deuxième version négociée avec la droite, qui atténue la chaîne des responsabilités systémiques générées par la mondialisation capitaliste, ainsi que le rôle des pouvoirs politiques.

Que pensez-vous des propositions faites dans le rapport, notamment le renforcement de l'échelon européen, l'accroissement des compétences propres de l'UE et le fait de la doter d'un budget réel avec des ressources propres ? Cela permettra-t-il de prévenir ou de gérer d'éventuelles crises ? Quelles sont les propositions du groupe ?

Le renforcement de la dimension européenne n'est pas en lui-même bon ou mauvais. Cela dépend. S'il est intergouvernemental, on est face à des problèmes de nature démocratique qu'on ne doit pas ignorer. Si ce renforcement signifie—comme c'est le cas aujourd'hui—un processus d'imposition transnationale des programmes nationaux d'austérité, qui écrase la demande intérieure et livre des millions d'hommes et de femmes au chômage et à la pauvreté,

cette «européanisation de la politique» ne nous intéresse pas. En ce sens, la première version du rapport est contradictoire. D'une part, il propose une gouvernance économique européenne qui soulève des problèmes de démocratie. Mais, d'autre part, il fait des propositions financières et économiques qui vont dans la bonne direction, notamment la nécessité d'un budget renforcé par des ressources propres qui pourraient provenir d'une politique fiscale ciblée sur le capitalisme financier. L'objectif de ce rapport était également de donner la priorité au renforcement de l'économie et de l'emploi par rapport au déficit et à la dette publique. Malheureusement, la version de compromis négociée avec la droite marque un recul sur plusieurs points. Même quand le rapport final propose l'application d'une taxe sur les transactions financières, c'est au nom des intérêts financiers. Pour la gauche, cette taxe a une fonction de redistribution internationale. Dans la version de compromis, cette dimension devient complémentaire. Cette version de la «taxe Tobin» affirme protéger le système financier et réduire les déficits de l'État... *Mutatis mutandis*, on peut dire la même chose des formulations concernant les paradis fiscaux. Dans ce cas, les propositions sont encore bien inférieures à ce qui a déjà été approuvé par le Parlement, cette année.

Un des problèmes n'est-il pas le déficit démocratique ? Comment concevoir la démocratie à l'échelle européenne, l'articulation entre les parlements nationaux et l'échelon européen, notamment en ce qui concerne les politiques budgétaires ?

À ce sujet, la gauche n'a pas des points de vue nécessairement convergents. Nous reconnaissons tous que les budgets nationaux doivent être décidés par les parlements nationaux et que toute forme de «rapt» de la démocratie par le Conseil et la Commission est inacceptable. Dans les faits, c'est ce à quoi nous avons été confrontés avec les récentes décisions du Conseil. Il ne s'agit pas seulement d'une «approbation préalable» des propositions budgétaires. En effet, les gouvernements les plus importants décideront pour les plus faibles la politique et le budget qu'ils devront appliquer. Dans une Europe des gouvernements, certains sont plus «égaux» que d'autres. M^{me} Merkel donnera toujours son avis sur ce qu'Athènes doit faire ou non. Mais l'inverse ne se produira pas. Je ne crois pas que beaucoup de Premiers ministres oseront dire au gouvernement allemand qu'il devrait augmenter les salaires et pas seulement les exportations et que le marché intérieur devrait lui aussi soutenir la relance de l'économie.

En tant qu'économiste, j'ai conscience que la monnaie unique exige une coordination entre les politiques budgétaires. Mais ce n'est pas le seul, ni le principal problème de l'euro. La tragédie de l'euro est que c'est une monnaie qui n'a pas de budget européen capable de compenser les importantes divergences entre balances commerciales. De ce point de vue, je pense qu'il serait acceptable de fixer des objectifs nationaux et que beaucoup d'entre eux

devraient être contraignants. Je ne vois pas pourquoi le déficit maximal devrait être de 3% ni pourquoi la dette ne devrait pas dépasser 60% du PIB. La coordination pourrait être assurée à des niveaux plus élevés sans porter atteinte à l'investissement ou aux droits sociaux. En tout cas, chaque pays doit se fixer des objectifs en adéquation avec les autres afin d'assurer un processus de convergence.

Le principal point de discussion des parlements nationaux et le Parlement européen devrait porter sur la stratégie européenne. Les parlements nationaux doivent avoir le droit de décider comment réaliser les objectifs. Il est par ailleurs indispensable d'introduire de nouveaux objectifs de nature économique au sein d'une organisation coordonnée—c'est la voie à suivre pour mettre l'emploi au centre de la politique européenne.